



AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION
LA RÉUNION - MAYOTTE

Arrêté n° 67/2005

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation,

Vu, le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L162-22-7, L162-22-10 et L.162-26 ;

Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié ;

Vu l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux *b* et *c* de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

Arrête

Article 1^{er} – Le montant dû au **Centre Hospitalier Départemental Félix Guyon** au titre de la valorisation de l'activité déclarée au 1^{er} trimestre 2005 est égal à **8 524 510 €**.

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1° la part tarifée à l'activité est égale à 7 180 912 € soit :

- 6 212 484 € au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,
- 365 726 € au titre des forfaits dialyse (D) ;
- 48 207 € au titre des forfaits « accueil et traitement des urgences » (ATU) ;
- 6 024 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;
- 548 471 € au titre des actes et consultations externes.

2° la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L.162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à 973 150 € ;

3° la part des produits et prestations mentionnés au même article est égale à 370 448 €.

Article 2 – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **8 524 510 €**.

Article 3 – Les recours éventuels contre le présent arrêté doivent être formulés devant le Tribunal Interrégional des Tarifications Sanitaires et Sociales de Paris, 58 à 62 rue de Mouzaïa, 75935 Paris cedex 19 dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 4 – Monsieur le Directeur de l'Agence régionale de l'hospitalisation, Monsieur le Directeur régional des Affaires sanitaires et Sociales, Monsieur le trésorier payeur général et Monsieur le Directeur de l'Etablissement, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à St Denis le 18 août 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation

Antoine PERRIN